



RAPPORT MORAL ET RAPPORT D'ACTIVITÉ PRÉSENTÉS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 3 OCTOBRE 2012

Le présent rapport fait état des informations relatives à la période courant entre l'assemblée d'octobre 2011, à Marseille, à la présente assemblée, à Paris. Il comporte les parties suivantes :

1. Activités formelles	3
11. Réunions des organes délibérants au cours de la période	3
12. État des adhésions	3
13. État des membres	3
14. Pour mémoire, liste des membres de l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie)	5
2. Relations institutionnelles	6
21. Avec l'OIF	6
22. Avec l'IFAC	7
23. Avec l'IASB	8
24. Avec l'ISAR	8
25. Avec la PAFA	8
3. Activités opérationnelles	9
31. Site internet	9
32. Plan stratégique	9
33. Assises	9
34. Projets en cours	10
35. Plateforme de la diversité culturelle	11
36. Représentations	11
37. Communication	12

AVANT-PROPOS

L'année écoulée aura été pour la FIDEF celle de deux événements majeurs. Elle aura aussi vu la consolidation de plusieurs projets lancés de longue date.

En mai 2012, la FIDEF a repris, à Bucarest, la tradition de ses « Assises », et sur un thème qui marque bien la volonté d'excellence de ses membres : « La coopération des ordres professionnels et des universités », notamment, mais pas exclusivement, dans les domaines de la formation, initiale ou continue.

En octobre 2012, la FIDEF lance la « Plateforme pour la diversité culturelle dans les domaines de la comptabilité, de la finance et de l'audit ». Depuis longtemps, nous sommes convaincus que la normalisation mondiale ne sera durable que si elle intègre davantage les apports des différentes cultures à travers le monde, y compris celles des pays en développements ou émergents.

Par ailleurs, la FIDEF a poursuivi ses efforts en matière de traductions, d'aides à ses membres, de site internet, de coordination vis-à-vis des instances mondiales ou régionales, etc. Nous retraçons tous ces éléments plus en détail dans les pages qui suivent.

Michèle CARTIER LE GUÉRINEL
Déléguée générale

Michel DE WOLF
Président

1. Activités formelles

11. Réunions des organes délibérants au cours de la période

Le Conseil d'administration s'est réuni à Bucarest le 27/05/2012 et à Paris le 02/10/2012.

Le Bureau s'est réuni (en conférence téléphonique) à plusieurs reprises :

- en 2011 : le 25/11,
- en 2012 : les 09/02, 21/03, 01/08, 05/09 et 02/10.

12. État des adhésions

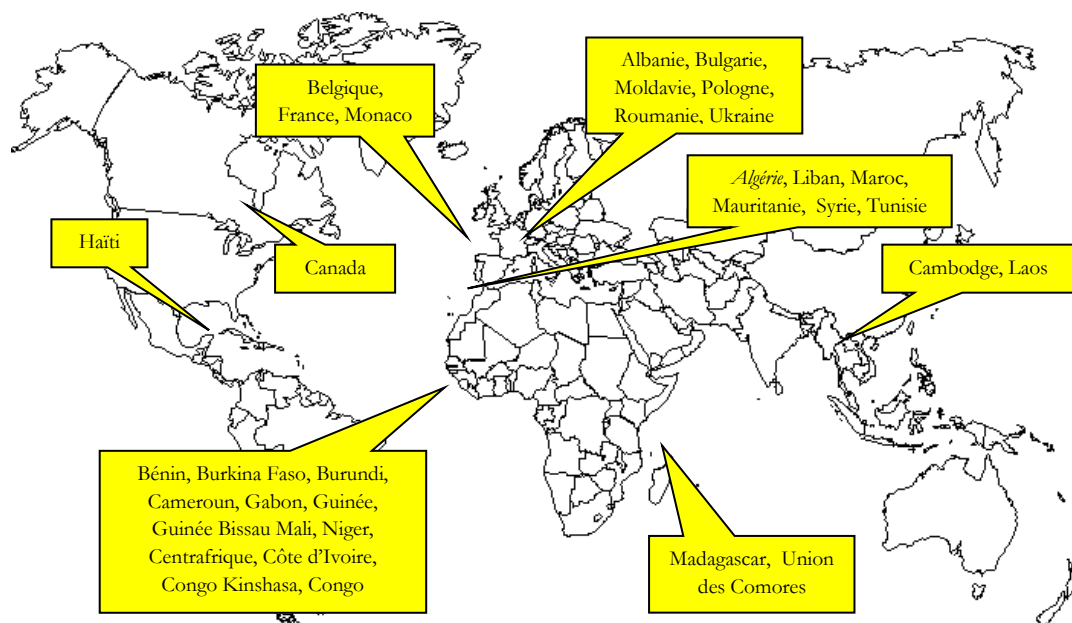
Les modifications suivantes sont intervenues au cours de la période :

- nouvelles adhésions : ont été accueillis comme membres associés : l'OECCA de l'Union des Comores et l'Union des Experts comptables du Gabon (cette organisation n'a pas encore obtenu la reconnaissance nationale de représentation de la profession ; sa demande d'accès au statut de membre actif sera examinée dès lors que le texte correspondant sera signé par le Gouvernement) ;
- changement de statut : l'ordre du Niger est passé du statut de membre actif à celui de membre associé, par application des dispositions prévues par les statuts et règlement intérieur.

Concernant l'Algérie, pour laquelle nous vous rappelons (bien que n'ayant plus d'organisation membre) avoir pris la décision de toujours faire apparaître le pays sur notre plaquette, des contacts ont été pris avec l'une des nouvelles organisations parmi les trois créées, l'ordre des Experts comptables ; les représentants ont fait savoir leur souhait de réintégrer la FIDEF mais lorsque les contentieux qui subsistent encore seront réglés et la profession consolidée.

13. État des membres

La FIDEF regroupe aujourd'hui 36 pays et 47 organisations (réparties en 28 membres actifs et 19 membres associés). Soit la couverture géographique suivante :



Avec la représentativité suivante :

Pays	Membres actifs	Membres associés
Albanie	IEKA	
<i>Algérie (en suspens)</i>		
Belgique	IEC IRE	
Bénin	OECCA	
Bulgarie	ICPA	
Burkina Faso	ONECCA BF	
Burundi	OPC	
Cambodge		KICPAA
Cameroun	ONECCA	
Canada	CGA ICCA	
France	CNCC CSOEC	AFC INTEC
Gabon		ADEC UECG
Guinée	OECA	
Guinée Bissau		ORNATOC
Haïti	OCPAH	
Laos		LICPA
Liban	OECL – LACPA	
Madagascar	OEFCM	CSC
Mali	OCAECA	
Maroc	OECRM	
Mauritanie		ONECRIM
Moldavie		ACAP
Monaco	OECM	
Niger		ONECCA
Pologne		KIBR
République Centrafricaine	ONECA	
République de Côte d'Ivoire	OECCA CI	
République Démocratique du Congo (Kinshasa)	IRC RDC	CPC
République du Congo (Brazzaville)	APC	
Roumanie	CAFR CECCAR	
Sénégal	ONECCA	
Syrie		ASCA
Togo	ONECCA	
Tunisie	OECT	CCT ITEC
Union Économique et Monétaire Ouest Africaine		CPPC
Ukraine		FCAP
Union des Comores		OECCA

Des contacts sont en cours ou programmés avec les pays suivants : Djibouti, Rwanda, Île Maurice.

14. Pour mémoire, liste des membres de l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie)

L'OIF regroupe 56 États et gouvernements membres (■) et 19 États observateurs (■) ; il convient de noter que 3 pays sont actuellement suspendus de la liste des organisations membres.

Les noms des pays représentés au sein de la FIDEF sont surlignés en jaune dans la liste ci-après (étant rappelé qu'Algérie et Syrie ne sont pas membres de l'OIF) :

Afrique de l'Ouest

- Bénin
- Burkina Faso
- Cap-Vert
- Côte d'Ivoire
- Ghana
- Guinée
- Guinée Bissau
- Mali
- Niger
- Sénégal
- Togo

Afrique centrale et océan Indien

- Burundi
- Cameroun
- Centrafrique
- Congo
- Congo RD
- Gabon
- Guinée équatoriale

- Rwanda
- Sao Tomé et Príncipe
- Tchad
- Comores
- Djibouti
- Madagascar
- Maurice
- Mozambique
- Seychelles

Afrique du Nord et Moyen-Orient

- Egypte
- Émirats arabes unis
- Liban
- Maroc
- Mauritanie
- Tunisie

Amérique - Caraïbe

- Canada
- Canada Nouveau-Brunswick
- Canada Québec

- République dominicaine
- Dominique
- Haïti
- Sainte-Lucie

Asie - Pacifique

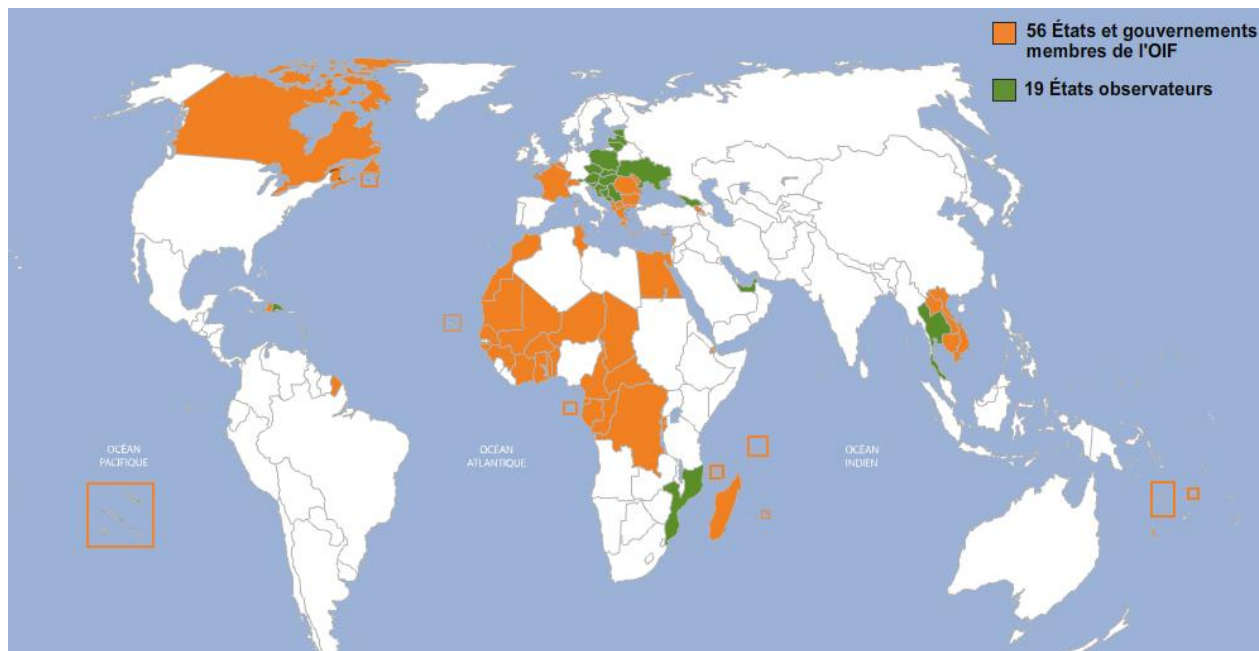
- Cambodge
- Laos
- Thaïlande
- Vanuatu
- Vietnam

Europe

- Albanie
- Andorre
- Arménie
- Autriche
- Belgique
- Bosnie herzégovine
- Bulgarie
- Chypre
- Comm. française de Belgique

- Estonie
- Croatie
- Ex-Rép. yougoslave de Macédoine
- France
- Géorgie
- Grèce
- Hongrie
- Lettonie
- Lituanie
- Luxembourg
- Moldavie
- Monaco
- Monténégro
- Pologne
- Rép. Tchèque
- Roumanie
- Serbie
- Slovaquie
- Slovénie
- Suisse
- Ukraine

La carte de l'espace francophone se présentant aujourd'hui ainsi :



2. Relations institutionnelles

2.1. Avec l'OIF

❶ La FIDEF est membre de la conférence des OING et membre fondateur du Réseau des Associations Professionnelles Francophones (RAPF), dont la création officielle est intervenue en octobre 2011 lors de la soirée anniversaire des 30 ans de la FIDEF.

La FIDEF entretient des relations régulières avec l'OIF et notamment dans le cadre de sessions de travail organisées entre les membres du RAPF ; dans ce contexte particulier, des réunions se sont tenues :

- en 2011 : le 22/11,

- en 2012 : les 09/01, 03/02, 14/02, 02/03, 18/06, 04/07 (avec un atelier réuni au cours du Premier forum mondial de la langue française à Québec), 14/09.

Une première manifestation du réseau a été organisée le 20/03/2012, lors de la journée de la francophonie, accueillie dans les locaux du Conseil supérieur du notariat à Paris, sous le titre : « et si l'on fêtait la francophonie ... professionnelle », à laquelle ont participé une centaine de personnes invitées par les différentes organisations membres.

Une autre opération de ce type est d'ores et déjà prévue pour 2013.

❷ Deux autres événements notables sont à signaler au titre de la période :

- la **conférence des OING**, organisée tous les deux ans, qui s'est tenue à Paris du 7 au 9 juin 2012, dont le principal objectif visait à élaborer des contributions destinées à préparer le message de la société civile dans le cadre du XIV^o Sommet des Chefs d'État et de gouvernement de mi-octobre à Kinshasa (sur le thème : « Francophonie, enjeux environnementaux et économiques face à la gouvernance mondiale »). La présence y a été assurée par le Président de la FIDEF. A notre initiative, les propositions de la Conférence des OING incluent une demande de réduction à terme du financement des organisations mondiales qui ne pratiqueraient pas la diversité linguistique (usage des six langues des Nations-Unies).

Il est rappelé que la conférence des OING fonctionne par « missions », au nombre de quatre :

- mission A : langue française, diversité culturelle et linguistique,

- mission B : paix, démocratie et droits de l'homme,

- mission C : éducation,

- mission D : développement durable et solidarité, à laquelle la FIDEF est rattachée.

Un reclassement de la FIDEF, actuellement partie de la mission D, sera sollicité de l'OIF pour rejoindre le groupe des organisations inscrites en mission A, dont les objectifs sont plus conformes avec nos activités et préoccupations.

- le **Premier Forum mondial de la langue française** qui s'est déroulé à Québec du 2 au 6 juillet 2012 ; une participation collective du RAPF avait été obtenue qui a permis de voir intervenir : Dany Girard dans un atelier intitulé « réseaux professionnels et vitalité du français » et Daniel Mc Mahon dans un atelier intitulé « la normalisation comme vecteur de la langue française ».

La FIDEF a bénéficié, à l'occasion de cette manifestation, d'une visibilité toute particulière avec un clip diffusé en ouverture d'une vidéo quotidienne de présentation des faits marquants de chaque journée : « la minute francophone », mis en ligne sur le site du journal Huffington Post. Ces petits montages

peuvent encore être vus sur le site internet du prestataire qui a réalisé la communication, par le lien suivant : <http://www.lastradamedia.com/LMF.htm>.

Il s'est tenu, en marge de ce forum, la réunion de la RIFÉ (Rencontre Internationale de la Francophonie Économique) dont le programme et les activités sont consultables par le lien suivant : <http://www.ccquebec.ca/rife2012/>. Le thème général était « créer les conditions d'une Francophonie économique dynamique, ambitieuse et solidaire ». La présence y était assurée par Michèle CARTIER LE GUERINEL. Pour rappel, le RAPF s'est également réuni en marge du Forum, sous la direction de Michèle CARTIER LE GUERINEL et avec la participation du Président Michel DE WOLF et du vice-président Dany GIRARD.

Les constats généralement émis au cours de cette semaine ont malheureusement été que des projets nombreux sont concevables pour défendre la francophonie, qu'elle soit culturelle, économique, professionnelle, mais qu'un obstacle majeur subsiste : les restrictions administratives apportées à la libre circulation (refus de visas de nombreux participants par les autorités canadiennes).

③ Deux informations complémentaires peuvent être portées à connaissance dans le rapport d'activité de cette période :

- la participation de Michèle CARTIER LE GUERINEL à une émission télévisée enregistrée par TV5Monde en février 2012 lors du salon « expo-langues », à Paris, sur le thème « travailler en français », visible sur internet par le lien : <http://www.tv5.org/cms/chaine-francophone/lf/Tous-les-dossiers-et-les-publications-LF/Expolangues-2012/Videos/p-20250-Travailler-en-francais.htm> ;

- l'insertion dans le rapport annuel de l'OIIF d'une contribution écrite de la FIDEF intitulée « le français comme vecteur de pratiques professionnelles et de développement d'une autre facette de la culture ... francophone ».

④ Enfin, il est rappelé qu'un représentant de l'OIIF assiste à notre assemblée annuelle comme chaque année depuis trois ans maintenant.

22. Avec l'IFAC

La FIDEF participe régulièrement à des réunions de l'IFAC. Pendant cette période, la FIDEF a été présente dans les manifestations suivantes :

- en 11/2011 à Berlin, pour l'assemblée générale de l'IFAC, en marge de laquelle une réunion des organisations régionales s'est tenue (à l'occasion de cette session, un petit déjeuner a été organisé entre les participants francophones, initiative que l'on souhaite renouveler chaque année) ;

- en 01/2012 à Paris, rencontre avec les responsables en charge du suivi des plans d'action des membres de l'IFAC, et plus particulièrement des membres de la FIDEF, membres de l'IFAC ou appelés à le devenir ;

- en 02/2012 à Dubaï, pour la réunion du comité PAODC pour le développement des organisations professionnelles ;

- fin 02/2012 à New York, pour la réunion annuelle des organisations régionales ;

- en 05/2012 à Tunis, pour la réunion du comité PAODC, pendant laquelle il a été fait une présentation de la FIDEF et de ses travaux.

Des contacts étroits sont entretenus, en dehors des réunions, avec différents interlocuteurs :

- pour le suivi des plans d'action, la FIDEF étant régulièrement avisée du statut de ses membres,

- pour les traductions,
- avec le comité PAODC, avec lequel une relation étroite doit être entretenue compte-tenu des projets qui y sont abordés ; il est rappelé que Jean Précourt, Président d'honneur de la FIDEF, est membre de ce comité.

23. Avec l'IASB

Benoît Atangana Onana, membre du conseil de l'IASB (IFRS Foundation), dont le mandat était arrivé à terme et en principe non renouvelable, a été reconduit dans ses fonctions.

24. Avec l'ISAR

Depuis quelques années, les réunions du groupe ISAR (*groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication près des Nations Unies*) sont organisées aux mêmes dates que nos manifestations statutaires annuelles, nous empêchant ainsi d'y participer.

La session organisée en octobre 2011 portait sur les thèmes suivants : « cadre pour le renforcement des capacités concernant la publication d'informations de qualité par les entreprises ».

Les informations correspondantes sont accessibles par le lien suivant :

<http://archive.unctad.org/Templates/meeting.asp?intItemID=4718&lang=2&m=20484&info=highlights>

La 29^{ème} session est programmée du 30/10 au 02/11/2012 avec comme thème : « bases réglementaires et institutionnelles pour une information d'entreprise de haute qualité ».

25. Avec la PAFA

La naissance de la PAFA avait été consacrée en mars 2011 et le constat avait été fait de la très faible représentation des pays francophones.

Une assemblée générale a été réunie le 04/05/2012 à Tunis avec l'examen notamment des points suivants inscrits à l'ordre du jour : examen des comptes (en projet), modifications statutaires, présentation des valeurs inscrites au plan stratégique, adoption des standards internationaux (ISA et IFRS).

Il est rappelé que la FIDEF avait pris contact avec la PAFA pour solliciter le statut de membre observateur et que les conditions financières qui lui avaient été présentées en réponse avaient conduit la FIDEF à ne pas donner suite. Des échanges sont intervenus avec l'IFAC concernant les relations à mettre en place entre la FIDEF et la PAFA.

3. Activités opérationnelles

31. Site internet

Le site internet de la FIDEF, qui avait fait l'objet d'une refonte courant 2011, est mis à jour à fréquence mensuelle. Un dispositif permettant d'accélérer la fréquence d'actualisation a été engagé.

Il est rappelé l'insertion d'un onglet « espace traduction » dans lequel figurent les traductions en français des principaux textes intéressant l'exercice professionnel.



32. Plan stratégique

Pour mémoire, un plan stratégique avait été élaboré pour les années 2009 à 2013. Il arrive bientôt à terme et un nouveau plan est en cours de préparation qui prendra en compte l'environnement maintenant bien tracé de la FIDEF et intégrera une orientation plus forte de communication (et d'aide à la communication pour les membres).

Les axes de ce plan, portant sur les actions auprès de l'IFAC et de l'POIF, ont été atteints et les orientations suggérées pour les membres de la zone d'Afrique subsaharienne ont été retenues par les partenaires comme l'IFAC et la Banque Mondiale (même s'il reste à ce niveau des distorsions de position importantes entre les responsables régionaux et locaux).

33. Assises

La réalisation d'Assises a été relancée avec l'organisation des 14èmes du genre fin mai 2012 à Bucarest (Roumanie) en collaboration avec les instituts membres locaux, sur le thème : « Coopération entre le monde universitaire et les instituts professionnels pour renforcer les formations initiale et continue dans les domaines de la comptabilité, de l'audit et de la fiscalité ».



Plus de 200 personnes, venant tant du monde universitaire que de l'espace professionnel, se sont retrouvées pour assister à des séances plénières et des ateliers plus particulièrement dédiés aux thèmes suivant : la formation initiale, la formation continue et les autres coopérations pouvant intervenir entre ces deux séries d'interlocuteurs.

Les nombreux échanges ont permis à la FIDEF de renforcer et orienter ses projets et des travaux ont déjà été engagés pour concrétiser des pistes de développement d'actions au service de la profession.

Le diaporama général de l'événement est disponible sur le site internet de la FIDEF et accessible par le lien suivant : <http://fidef.org/content/actus/diaporama-general-14assises.pdf>.

Les actes sont en cours de retranscription et seront insérés sur le site dès finalisation.

Cet événement, qui a connu un grand succès, a malheureusement été marqué par le décès du Président de la CECCAR, Marin Toma, également administrateur de la FIDEF, fervent promoteur de la francophonie. Un hommage a été rendu à cet homme que tous nous apprécions pour son engagement, sa rigueur intellectuelle, sa gentillesse, sa chaleur humaine.

34. Projets en cours

Trois grands axes ont été retenus pour développer les projets spécifiques suivants, en finalisation du plan stratégique en cours :

❶ La traduction : la FIDEF a, dans ses objectifs, de faciliter l'accès aux dispositifs normatifs professionnels et aux outils les accompagnant, le moyen fondamental d'y aboutir étant la traduction de tous les textes de base. Un accord de principe est en cours avec l'IFAC pour faire de la FIDEF un référent partenaire de l'IFAC pour gérer le suivi des travaux (notamment en complément des grands opérateurs traditionnels de traduction en français) et un premier travail venant illustrer cette collaboration est engagé avec la Tunisie comme intervenant pour le texte « Establishing and Developing a Professional Accountancy Body » (ancien TOOLKIT).

❷ La formation continue : les professionnels comptables ont une obligation de formation continue et il apparaît que certaines institutions ont des difficultés à apporter un service de cette nature à leurs membres, ne disposant pas d'institut de formation ni d'offre de solutions alternatives. Aussi, la réflexion menée par la FIDEF est de mutualiser des moyens et une offre pour apporter une réponse de qualité dans ce contexte.

Ce sujet, traité au cours des 14^{èmes} Assises, a conduit à aborder les questions suivantes : comment gérer l'obligation de formation professionnelle (dans la préoccupation d'une harmonisation des compétences), quels thèmes privilégier dans le cadre d'une telle offre (des sujets classiques liés au cœur du métier, des sujets novateurs permettant de développer ou diversifier les missions), quelle part accorder aux nouvelles technologies comme support de diffusion, quelle approche financière envisager pour permettre l'accès le plus large possible à une offre « universelle » ?

❸ La formation initiale : l'état des lieux dressé en séance plénière, lors des 14^{èmes} Assises, a mis en évidence les différences notables existant dans l'espace francophone, avec notamment des pays ne disposant pas de cursus national. La réflexion engagée par la FIDEF, et soumise à un comité exploratoire, vise à déterminer quelles sont les perspectives de faisabilité des différentes hypothèses qui ont été évoquées lors des travaux menés en atelier, partant du constat qu'une analyse du contenu de cursus de formation d'un professionnel comptable (selon des référentiels tels que les IES, le *Common*

Content) montre qu'une partie du cursus peut être traitée de même manière dans tous les pays et qu'il reste, en connexe, les matières strictement nationales (droit fiscal par exemple) et la question du stage.

L'approche proposée aujourd'hui présente une amplitude importante qui peut aller du simple renforcement du contenu des différents cursus (par exemple par la voie de partenariat entre universités) à l'hypothèse d'une diplomation internationale. Ce sont indiscutablement des motifs de faisabilité qui vont orienter le choix final, voire une progressivité des étapes possibles.

35. Plateforme de la diversité culturelle

La FIDEF avait adopté une déclaration sur la diversité culturelle en octobre 2010. Aujourd'hui le projet prend davantage forme avec le lancement d'une plateforme pour la diversité culturelle en matière de comptabilité, de finance et d'audit, le 03/10/2012 à Paris, qui verra la constitution d'un bureau composé d'un représentant de chacune des six langues reconnues par les Nations Unies (anglais, arabe, chinois, espagnol français, russe). Le contact courrier créé pour l'occasion étant : diversity@diversity-accountancy.org.

36. Représentations

Au cours de la période, et indépendamment des réunions évoquées plus avant, la FIDEF a été présente lors des manifestations des institutions membres suivantes :

- en octobre 2011 en France (à Marseille) : congrès de l'ordre des Experts comptables : « Experts comptables et TPE pour une dynamique de croissance » ;
- en novembre 2011 au Liban (Beyrouth) : rencontre avec les élus et la profession, échanges techniques sur les systèmes de contrôle qualité ;
- en décembre 2011 aux Assises de la CNCC (France) à Paris : « Certification, Confiance, Croissance. Le Commissaire aux comptes, une valeur ajoutée incontestable » ;
- en janvier 2012 en Roumanie (Sinaia) : conférence internationale : « rôle et structure des organisations professionnelles, challenges actuel et futur » ;
- en mai 2012 au Maroc (El Jadida) : congrès de l'Ordre des Experts comptables : « l'expert-comptable et la dynamique du changement » ;
- en juin 2012 en Moldavie (Chisinau) : réunion transfrontalière des pays d'Europe de l'est : « Rôle et responsabilités des organisations professionnelles régissant la profession comptable » ;
- en juillet 2012 à Londres : rencontre avec l'ACCA ;
- en septembre 2012 en Roumanie (Sinaia) : congrès de la CECCAR : « gouvernance corporative et profession comptable, compétences et responsabilités ».

La FIDEF a également été présente le 29 mai 2012 aux funérailles du Président de la CECCAR, Marin Toma et à l'hommage qui lui a été rendu lors du congrès organisé début septembre.

La FIDEF sera présente lors du prochain congrès de l'ordre des Experts comptables français (à Paris) : « l'Expert-comptable entrepreneur, une marque, une offre », avec un stand dans l'espace de la profession et un stand dans l'espace « cité de la compétence ».



37. Communication

Le magazine de l'ACCA a souhaité publier un article sur la FIDEF à la suite du colloque anniversaire ; trois pages sont parues dans le numéro de mars.

18 Interview

SPREADING EXCELLENCE

As delegate general of FIDEF, the 30-year-old International Federation of Francophone Accountants, Michèle Cartier Le Guérinel reflects on its achievements

When talking to Accountants and Business in her Paris office, Michèle Cartier Le Guérinel often struggles to make herself heard over the walls on either side of her. In an anatomically new and large building on an otherwise quiet street in the French capital's most elegant seventh arrondissement (Gauloise's Tower from the Eiffel Tower), several floors of the headquarters of her international accountancy organization FIDEF are undergoing a thoroughgoing makeover.

But persistence and adaptability have long been at the heart of the FIDEF delegate general's modus operandi, whether working alongside her husband and colleague Dominique in helping African interns in Paris qualify for French diplomas, or during her five years helping to train local accountants in Rabat, Morocco.

Now representing 45 organizations in 34 countries on four continents, she is quick to stress FIDEF's core objectives (the acronym stands for the Fédération Internationale des Experts-comptables et commissaires aux comptes Francophones or in English, the International Federation of Francophone Accountants). These objectives are first the promotion of better comprehension, then the eventual adoption and implementation of the standards and norms of IFAC (International Federation of Accountants) and IFRS (International Financial Reporting Standards). These aims simply cannot be realized using a top-down, one-size-fits-all approach.

This mission was stressed at FIDEF's October 2011 conference, which marked the organization's 30th anniversary. "The message passed on was to concentrate on the economic reality of a given country while considering the complexities and costs of implementation of international standards before saying adopt or not," the delegate general says.

"The goal is not to blindly implement a framework. Before implementation we must ask, what is the key interest? How can we be involved in the best way possible concerning the overall goals of the profession? A project is only finished when internationally accepted norms and practices become natural for each concerned professional."

It is no easy despite the best of intentions, to get this wrong. She reflects on her long observation,

THE GOAL IS NOT TO BLINDLY IMPLEMENT A FRAMEWORK. BEFORE IMPLEMENTATION WE MUST ASK, WHAT IS THE KEY INTEREST?

mainly in African countries, of well-meaning but too often only partially successful World Bank initiatives. On many occasions, overly rigid schedules and lack of follow-up support were the main roadblocks to real progress.

"The files and up afterwards in the filing cabinet," she says, "it is vital to prepare sufficiently beforehand – and equally to stick it out for the duration of a project – so that confidence can be gained and systemic frameworks understood."

"Very often when working with members, it is vital to say

diplomatically but firmly, "Let's be realistic." In the case of some African FIDEF members eager to join IFAC, for example, we have had countries say, "We have a plan, and want to realize it in three months." This is absolutely unrealistic."

Plan Afrique in 2009, FIDEF launched its ambitious five-year "Plan Afrique". Its primary objective is to see all FIDEF members spread across the vast continent from Morocco to Madagascar qualify for IFAC membership. So what lessons have been learned at this half-way stage? She feels that one of the most useful lessons "has been the degree of efficacy that belonging to supranational organizations can bring to the table. Almost all FIDEF's sub-Saharan

Gl. Ma. Ate. Imp. an. In. more. ensur. and ca. nearly. a. tradi. The. In. this. pre. membe. some. of

Les 14èmes Assises ont également donné lieu à un article de deux pages dans la revue SIC publiée par l'Ordre des Experts comptables français (numéro de juillet-août).

INTERNATIONAL | 14^e ASSISES DE LA FIDEF

La formation au cœur de la réflexion

Les 14^e Assises de la Fidef se sont déroulées à Bucarest les 25 et 26 mai 2012, en partenariat avec les deux instituts professionnels roumains, membres de la Fidef, la Chambre des Auditeurs Financiers Roumains et le Corps des Experts-Comptables et Comptables Autorisés de Roumanie.

Pour cette nouvelle édition, la Fidef a souhaité placer la formation au cœur de l'événement en abordant le thème « Coopération pour le monde international et les instituts professionnels pour renforcer la formation initiale et continue dans les domaines de la comptabilité, de l'audit et de la fiscalité ».

Environ 250 personnes, universitaires et professionnels de l'entreprise comptable, parmi lesquels des représentants venus de 42 pays, se sont réunis pour travailler autour des trois sous-thèmes qui ont été au cœur de ces assises : la coopération pour la formation initiale, la coopération pour la formation continue, et les autres coopérations.

Une première série de tables rondes a permis de faire un état des lieux de la formation initiale et de la formation continue dans l'espace professionnel francophone, de rappeler les dispositifs applicables et les initiatives de référence qui peuvent servir à étalonner et développer ces sujets.

Des ateliers, où les échanges ont été très riches et surtout très concrets, ont permis de faire émerger des lignes directrices que les discussions, au cours des tables rondes de synthèse, ont contribué, pas une analyse très ponctuelle, à définir.

C'est sur la base de toutes ces contributions que la Fidef a engagé dès le lendemain, au cours de la réunion du conseil d'administration, un plan d'action qui



Michel de Wolf, président de l'Ordre des Experts-Comptables et Comptables Autorisés de Roumanie.

Quelles ont été les grandes lignes développées au cours de ces deux jours ?

En matière de formation initiale, après avoir observé que tous les pays de l'espace francophone disposent au sein de la Fidef de dispositifs pas d'un diplôme, voire de masters adjoints à dispenser un enseignement de premier cycle, il a été convenu que la formation initiale devait être renforcée, qu'en revanche, ceux qui avaient fait l'expérience de cette leur propre diplôme possèdent toujours leurs difficultés souvent similaires, des



Ilvoa Neamtu, président de l'Ordre des Experts-Comptables et Comptables Autorisés de Roumanie.

sujets comme la mutualisation des ressources, l'adossement à des masters généraux (où que le common content), la généralisation de la pratique d'un cursus à trois étapes, la co-diplomation, sont très vite devenus le cœur des échanges.

L'internationalisation des formations est tout à fait possible, au moins pour le cas du master, car si l'on ne peut couvrir les thèmes spécifiques (comme par exemple la fiscalité), l'internationalisation de l'économie et des normes a pour conséquence l'internationalisation de la formation pour une grande part des matières. L'objectif d'un diplôme international a été abordé et reste une finalité non écartée d'un grand projet de la profession francophone.

Attention, adaptabilité, ouverture vers de nouvelles techniques et technologies, reconnaissance des cursus, systèmes de validation et passerelles ont été les arguments clés et ceux qui vont permettre la mise en œuvre d'un comité exploratoire qui a été constitué d'élaborer un plan d'action.

Enfin, on peut signaler qu'un contact a été noué avec le Président du Forum Francophone des Affaires, grâce à l'intervention du Président d'honneur, Edouard Salustro.

Créé en 1987 lors du Sommet des chefs d'États et de gouvernements francophones, le Forum francophone des affaires (FFA) fédère les acteurs économiques des pays francophones et facilite le développement des relations et des échanges entre acteurs économiques publics et privés. Pour plus d'information, voir le site internet : <http://www.ffa-int.org/>. Il a notamment été imaginé la possibilité de participer ensemble à des manifestations portant sur des thèmes et des enjeux communs.